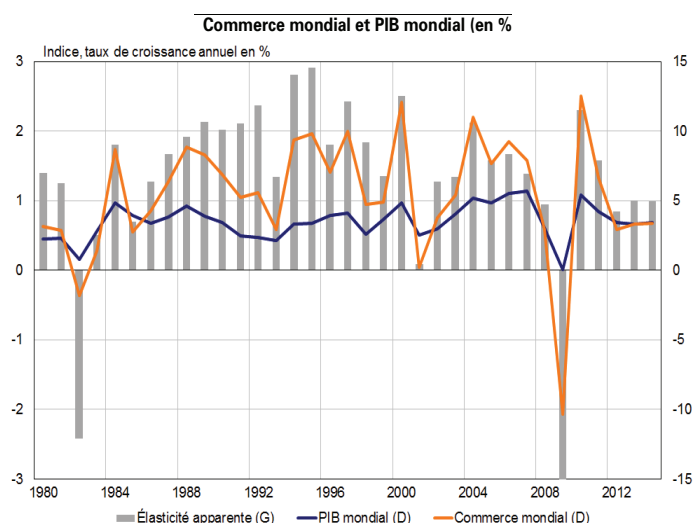


Comment expliquer la faiblesse du commerce mondial ?

- Depuis la crise financière de 2008-2009, le commerce mondial de biens et services peine à retrouver son dynamisme d'avant crise. Les échanges commerciaux mondiaux n'ont progressé que d'environ 3 % par an en moyenne entre 2012 et 2015, contre 6,7 % par an entre 2000 et 2008. Cela s'explique à la fois par une croissance mondiale plus faible et par une moindre intensité en commerce de celle-ci.
- La libéralisation commerciale et la fragmentation croissante des chaînes de production mondiales ont alimenté la croissance exceptionnelle du commerce mondial jusqu'à la deuxième moitié des années 2000. Les années 1990 et 2000 ont été marquées par l'intégration accrue de la Chine et des pays de l'ex bloc soviétique dans les échanges commerciaux et la montée en charge d'accords de libre-échange. Ces facteurs, combinés aux progrès technologiques, ont permis un fractionnement croissant des différentes étapes de la production. Cette tendance s'est progressivement essoufflée.
- Ces dernières années, la composition de la croissance de l'activité pèse également sur le commerce. Le poids de l'investissement et de l'industrie dans l'activité mondiale tend à diminuer au profit de la consommation et du secteur des services, relativement moins intensifs en importations. La composition géographique de la croissance joue également sur le rythme du commerce mondial : entre 2011 et 2013, l'activité a été particulièrement peu dynamique en Europe dans le contexte de la crise de la zone euro. Or, l'activité en Europe est généralement très intensive en commerce, du fait notamment des importants échanges intra-zone euro.
- En 2015, la faiblesse du commerce mondial a été accentuée par la baisse des importations des émergents. Cette baisse est allée au-delà de ce qu'aurait suggéré l'évolution de l'activité de ces pays. Les fortes dépréciations de nombreuses devises émergentes en 2015 ont augmenté le coût des importations et pesé sur leur volume à court terme.
- À horizon 2017, le commerce mondial devrait accélérer quelque peu, mais rester moins dynamique qu'avant-crise. La croissance mondiale resterait modérée et l'élasticité du commerce au PIB rebondirait mais resterait proche de l'unité. Les facteurs structurels de ralentissement évoqués ci-dessus continueraient de peser sur le commerce, tandis que les importations des émergents évolueraient davantage en ligne avec leur demande intérieure. À plus long terme, un rebond modéré du commerce mondial est envisageable. Toutefois, une croissance du commerce durablement plus forte que celle de l'activité semble peu probable.



Source : FMI (*World Economic Outlook*, octobre 2015).

1. Depuis les années 2000, la croissance mondiale est devenue moins intense en commerce

Les échanges commerciaux internationaux ont connu un accroissement spectaculaire au cours des dernières décennies mais ont ralenti sur la période récente. Sur la période allant de 1990 à 2008, le commerce mondial¹ a progressé en moyenne de 6,7 % par an, soit nettement plus rapidement que l'économie mondiale (3,7 % par an en moyenne). Depuis 2009, le commerce mondial a fortement ralenti (+3 % par an en moyenne entre 2012 et 2015, contre 3,3 % pour l'activité mondiale), à la fois du fait d'une croissance mondiale relativement faible² et d'une diminution de l'élasticité du commerce au PIB, représentant la sensibilité du commerce à la croissance économique.

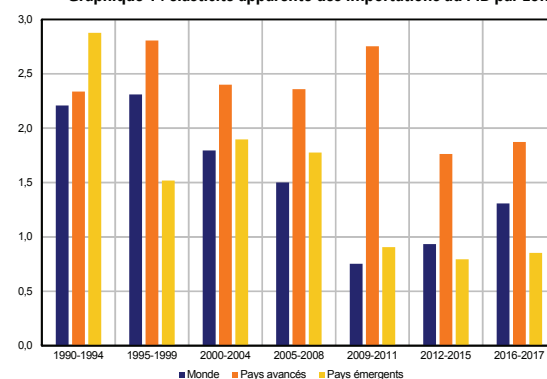
Après une progression marquée dans les années 1980, l'élasticité du commerce au PIB atteint un pic à plus de 2 dans les années 1990. Cela est notamment lié à la libéralisation du commerce et à l'intégration de la Chine et des pays d'Europe centrale et de l'Est dans la mondialisation, qui a favorisé le développement des chaînes de valeur mondiales. L'élasticité diminue ensuite pour atteindre 1,5 sur la période pré-crise (2005-2008), puis fluctue autour de l'unité après la crise. Elle a été inférieure à l'unité en 2015.

L'élasticité des importations au PIB a été structurellement plus élevée en zone euro que dans le reste du monde, conduisant à une élasticité plus élevée dans les économies avancées qu'émergentes (cf. Graphique 1), avec un écart qui s'est amplifié au cours des dernières années. Le maintien d'une élasticité élevée en zone euro depuis les années 2000 pourrait s'expliquer par la poursuite de l'extension des chaînes d'approvisionnement des pays de la zone euro, notamment vers les pays d'Europe centrale et de l'Est³.

Le diagnostic d'une baisse tendancielle de l'élasticité de long terme du commerce au PIB est confirmé par plusieurs études empiriques récentes. Constantinescu et al. (2015)⁴ estiment une élasticité de long terme de 2,2 entre 1986 et 2000 contre 1,3 sur la période 2001-2013. Cette diminution tendancielle est également constatée par Boz et Ruta (2015)⁵,

pour qui le déclin de l'élasticité entre ces deux périodes proviendrait du recul de l'élasticité du commerce en biens manufacturés, et par Veenendaal et al. (2015)⁶ lorsqu'une mesure du commerce en valeur ajoutée est utilisée. Des résultats similaires sont estimés par Ollivaud et Schwellnus (2015)⁷ lorsqu'une mesure traditionnelle du PIB (en parité de pouvoir d'achat) est utilisée. Toutefois, contrairement à la majorité, ces auteurs ne constatent pas de rupture structurelle en 2000 lorsque le PIB mondial est mesuré selon les taux de change de marché : l'élasticité du commerce au PIB est alors estimée à 2,4 entre 1986-2000 et à 1,8 entre 2000 et 2014. Les auteurs insistent sur l'importance, pour le calcul d'une élasticité du commerce au PIB, de mesurer le PIB mondial avec des poids basés sur des taux de change de marché, plutôt qu'en parité de pouvoir d'achat (PPA) comme il est traditionnel de le faire. Selon eux, la mesure en PPA accorderait trop de poids aux émergents, qui sont en forte croissance sur la période, et surestimerait de ce fait la croissance de la demande mondiale de biens marchands. La croissance annuelle moyenne du PIB mondial depuis 2008 serait de 2 % avec les taux de change de marché contre 3 % avec des poids en PPA. On cherchera par la suite à comprendre les causes de ce ralentissement, en isolant les causes structurelles et conjoncturelles, afin de comprendre quelle pourrait être l'évolution du commerce mondial dans les prochaines années.

Graphique 1 : élasticité apparente des importations au PIB par zone⁸



Source : FMI (WEO, mise à jour de janvier 2016 ; calculs DG Trésor).

- (1) Théoriquement, les importations mondiales devraient être égales aux exportations mondiales. Toutefois, des écarts comptables peuvent apparaître en raison d'imperfections de mesures et de disponibilité des données. C'est pourquoi le FMI calcule la croissance du commerce mondial comme la moyenne de la croissance des importations et des exportations mondiales en volume de 189 pays, pondérée selon le poids de leurs exportations (resp. importations) en valeur (dollar) dans les exportations (resp. importations) mondiales (de l'année précédente). Néanmoins, d'autres institutions font le choix d'estimer le commerce mondial à partir de données d'importations uniquement (la Commission européenne par exemple). C'est également le choix que nous retenons pour le calcul de l'élasticité d'un pays ou d'une zone en particulier.
- (2) Selon la littérature récente, la faiblesse de la demande mondiale aurait été responsable d'au moins la moitié du ralentissement de la croissance des importations mondiales.
- (3) Constantinescu C., Mattoo A. et Ruta M. (2014), " Commerce au ralenti ", FMI, *Finances et Développement*.
- (4) Constantinescu C., Mattoo A. and Ruta M. (2015), "The global trade slowdown. Cyclical or structural?" *Policy Research Working Paper* No. 7158, World Bank.
- (5) Cf. encadré 1.2 rédigé par Boz E. et Ruta M. du chapitre 1 du *World Economic Outlook* (WEO, avril 2015).
- (6) Veenendaal P., Rojas-Romaga H., Lejour A. et Kox H-LM. (2015), "A value-added trade perspective on recent patterns in world trade", CPB.
- (7) Ollivaud P. et Schwellnus C. (2015), "Does the Post-Crisis Weakness of Global Trade Solely Reflect Weak Demand?", OECD Economics Department, *Working Papers*, No. 1216.
- (8) L'élasticité apparente du commerce au PIB en t est calculée comme le rapport entre la croissance du commerce entre t et t-1 et la croissance du PIB entre t et t-1.

2. Le ralentissement du commerce mondial est en partie lié à des facteurs de nature structurelle

2.1 L'essoufflement du processus de fragmentation des chaînes de valeur

Le processus de fragmentation des étapes de la production pour former des chaînes d'approvisionnement internationales plus efficaces a été un moteur essentiel de la rapide croissance des échanges en particulier pendant la décennie 1990^{9,10}. Le commerce international s'est élargi à tous les biens intermédiaires qui interviennent dans la production d'un bien final, permettant ainsi aux entreprises

d'optimiser leur production en délocalisant des étapes de leur production vers des destinations où la main d'œuvre coûte par exemple moins cher. Cette spécialisation verticale internationale a été particulièrement importante en Chine qui s'est spécialisée dans l'importation de pièces détachées, transformées puis réexportées (« *processing trade* », cf. Encadré 1). Cette fragmentation des chaînes de valeur a notamment été favorisée par le développement des nouvelles technologies de communication.

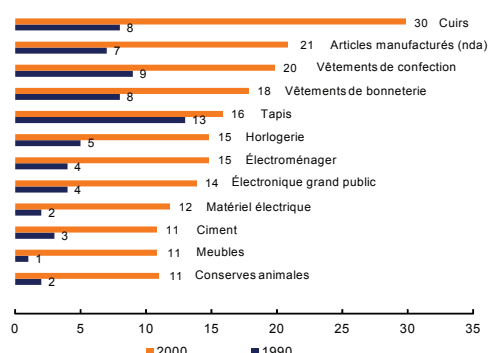
Encadré 1 : Mesures tarifaires en faveur du commerce de « perfectionnement »

À partir des années 1980, plusieurs pays ont adopté des mesures tarifaires qui favorisent les activités d'assemblage et/ou de transformation afin de stimuler la compétitivité de leurs entreprises et leur participation aux échanges commerciaux internationaux. Ces activités sont connues sous le nom de commerce de perfectionnement (« *processing trade* ») qui regroupe les importations d'intrants transformés avant d'être réexportés (« perfectionnement actif ») ou les importations de produits qui ont été auparavant exportés dans un pays tiers à des fins de sous-traitance (« perfectionnement passif »)^a. Ces produits sont couverts par des régimes douaniers spéciaux, dits « régimes économiques », ouvrant droit à des avantages tarifaires (exemptions fiscales partielles ou totales).

Ces mesures tarifaires ont favorisé la participation accrue de certains pays dans le commerce mondial. C'est le cas de la Chine qui a pu participer à la production de biens à forte valeur ajoutée en se concentrant sur les étapes de production intensives en travail pour lequel elle détenait un avantage comparatif (main d'œuvre peu chère). L'essor des industries chinoises basées sur l'importation de produits destinés à être réexportés (produits électriques et électroniques notamment), a entraîné une rapide diversification des exportations chinoises et a permis à la Chine d'élargir sa présence dans le commerce mondial (cf. Graphique 2).

Les performances exceptionnelles du commerce chinois observées durant les décennies 1990-2000 s'expliquent en partie par les mesures d'exemption fiscale mises en place dès le milieu des années 1980^b.

Graphique 2 : part de la Chine dans les exportations mondiales (%)



Source : Lemoine F. et Ünal-Kesenci D. (Lettre du CEPII n°213, juin 2002).

Note de lecture : nda = non déterminé ailleurs.

- a. L'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) définit le perfectionnement actif comme « le régime douanier qui permet de recevoir dans un territoire douanier, en suspension des droits et taxes à l'importation, certaines marchandises destinées à subir une transformation, une ouvrison ou une réparation et à être ultérieurement exportées ». Le perfectionnement passif est quant à lui défini comme étant « le régime douanier qui permet d'exporter temporairement des marchandises qui se trouvent en libre circulation dans le territoire douanier, en vue de leur faire subir à l'étranger une transformation, une ouvrison ou une réparation et de les réimporter ensuite en exonération totale ou partielle des droits et taxes à l'importation ».
- b. Lemoine F. et Ünal-Kesenci D. (2002), "China in international segmentation of production processes".

Cette tendance à la fragmentation des chaînes de valeur mondiales semble avoir ralenti, voire s'être interrompue, depuis le milieu des années 2000. Cela s'expliquerait par plusieurs facteurs : (a) la hausse des coûts salariaux dans les pays émergents, et en particulier la Chine ; (b) un arbitrage bénéfice/risque réévalué avec la prise de conscience d'un risque important en cas de dysfonctionnement d'un maillon de la chaîne (tremblement de terre de 2011 au Japon par exemple) ; (c) une volonté politique de relocalisation des chaînes de valeur, notamment en Chine où d'importants efforts ont

été déployés pour reconcentrer la production et ainsi permettre à l'économie de monter en gamme, ce qui a contribué à augmenter la valeur ajoutée des exportations chinoises^{11 12} (cf. Graphique 3).

Il n'y a pas de consensus sur l'évolution future du fractionnement des chaînes de valeur mondiales. D'un côté, certains auteurs affirment que le potentiel à la fragmentation est déjà en grande partie épuisé, car les gains les plus faciles ont déjà été récoltés¹³. De l'autre, il est possible que certains secteurs (services) ou zones géographiques (Afrique, Amérique du sud, une partie de

(9) Escaith, Lindenberg et Miroudot (2010), "International Supply Chains and Trade Elasticity in Times of Global Crisis".

(10) Plus la production mondiale est fragmentée, plus les flux bruts de commerce mondiaux sont importants relativement aux flux mesurés en valeur ajoutée qui ne comptabilisent que la valeur ajoutée produite domestiquement.

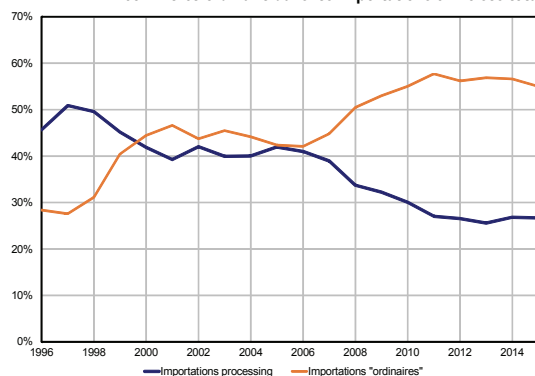
(11) Kee H. L. et Tang H. (2014), "Domestic Value Added in Exports: Theory and Firm Evidence from China" *Policy Research Working Paper* N° WPS7491, Washington : World Bank. Les auteurs se basent sur une analyse microéconomique, à l'échelle des entreprises, pour montrer que l'augmentation de la valeur ajoutée des exportations chinoises s'explique par la substitution d'intrants domestiques aux produits intermédiaires provenant de l'étranger.

(12) Lemoine F. et Ünal D. (2015), "Mutations du commerce extérieur chinois", *Lettre du CEPII* n° 352.

(13) Crozet M., Emlinger C. et Sébastien J., (2015), "On the gravity of world trade's slowdown", (Cf. B. Hoekman "The Global Trade Slowdown: A New Normal?", VoxEU.org book, chapitre 9).

l'Asie) puissent encore bénéficier à terme de gains d'efficacité liés au processus de fractionnement¹⁴. Au total, à court-moyen terme, une forte accélération du processus du fractionnement des chaînes de valeur paraît peu probable.

Graphique 3 : part des importations liées au commerce de *processing* vs commerce ordinaire dans les importations chinoises totales

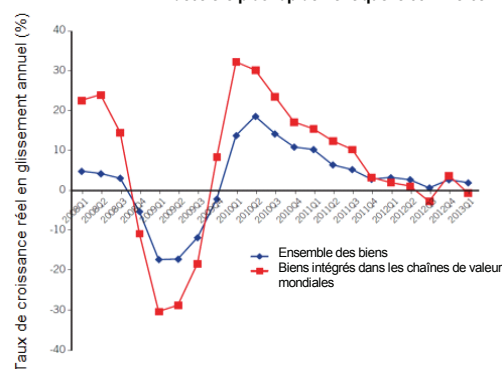


Source : Données des Douanes chinoises (calculs DG Trésor).

Note de lecture : les importations *processing* correspondent aux importations de biens effectuées sous les régimes douaniers de perfectionnement actif ou passif. Les importations ordinaires correspondent aux importations de biens destinées à la demande intérieure.

Au-delà de son effet de long terme sur le commerce mondial, la fragmentation internationale des chaînes de valeur a également une influence sur son élasticité à court terme. En effet, la tendance au fractionnement semble en partie corrélée au cycle économique (Ollivaud et Schwellnus, 2015). Les importations de produits à longue chaîne de valeur (biens durables par exemple) tendent à réagir plus fortement au cycle économique que les produits à chaînes de valeur plus courtes (cf. Graphique 4), ce qui entraîne une sur-réaction du commerce au PIB à court terme¹⁵. Des analyses empiriques tendent à accréditer cette idée : Crozet, Emlinger et Jean¹⁶ montrent que pour les pays dont l'implication dans les chaînes de valeur mondiales est faible¹⁷, la croissance observée des flux des échanges sur 2012-2013 est à peine en dessous de ce que laissent attendre ses déterminants. En revanche, la croissance des échanges est nettement en dessous des évolutions suggérées par les déterminants pour les pays ayant une implication moyenne ou forte dans les chaînes de valeur mondiales.

Graphique 4 : le commerce de biens ayant une longue chaîne de valeur a décéléré plus rapidement que le commerce mondial



Source : Ferrantino et Taglioni (2014).

Note de lecture : Pour illustrer le commerce de biens intégrés dans des chaînes de valeur mondiales, les auteurs se basent sur le commerce de trois groupes de produits caractérisés par une longue chaîne de valeur (vêtements et chaussures, électronique, véhicules à moteur et leurs pièces).

2.2 Une pause dans l'intégration commerciale mondiale et la conclusion d'accords de libre échange

Au cours des années 1990, les pays du bloc soviétique, la Chine et plusieurs pays en développement se sont progressivement intégrés dans le commerce mondial. Dans le même temps, le nombre d'accords commerciaux régionaux contenant des dispositions relatives à la facilitation des échanges a fortement augmenté¹⁸ et des accords de libre-échange multilatéraux ont entraîné la baisse des droits de douane, favorisant la croissance du commerce mondial. La Chine a par exemple rejoint l'OMC en 2001. Depuis le milieu des années 2000, la progression des négociations commerciales multilatérales marque le pas, ce qui contribue à une diminution de l'élasticité du commerce au PIB par rapport aux années 1990.

Depuis la crise de 2009, certains auteurs craignent un retour rampant du protectionnisme qui viendrait peser sur les échanges^{19 20} - et une difficulté à se défaire des mesures restrictives une fois mises en place²¹. Ces craintes ne semblent toutefois pas fondées à ce stade²². L'importante fragmentation des chaînes de valeur mondiales aurait contribué à prévenir un recours massif aux instruments protectionnistes qui rendent les produits à longues chaînes de valeur moins compétitifs²³.

(14) Constantinescu C., Mattoo A. et Ruta M. (2014), précité.

(15) Ferrantino M. et Taglioni D. (2014), "Global Value Chains in the current trade slowdown", *Economic Premise* No. 137, World Bank.

(16) Crozet M., Emlinger C. et Jean S. (2015), (cf. B. Hoekman, précité, chapitre 9).

(17) Le degré d'implication est évalué en se basant sur les indicateurs de fragmentation de la production par pays et par secteurs développés par Backer K. D. et Miroudot S. (2013), "Mapping Global Value Chains", *Working Paper* 159, OCDE.

(18) OMC, Rapport sur le commerce mondial 2015.

(19) Evenett S.-J. (2013), "Five More Years of the G20 Standstill on Protectionism?", *voxeu.org*.

(20) Evenett S.-J. (2014), "The Global Trade Disorder", The 14th GTA Report, *CEPR*.

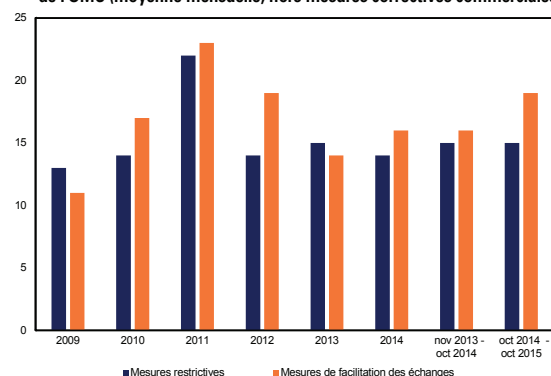
(21) Selon le rapport de suivi de l'évolution du commerce de l'OMC, datant de décembre 2015, l'élimination des mesures restrictives progresse lentement.

(22) Les effets globaux du protectionnisme seraient marginaux sur le commerce mondial selon les articles précités de Crozet M., Emlinger C. et Jean S. (2015) - Ollivaud P. et Schwellnus C. (2015) - et l'article Constantinescu C., Mattoo A. et Ruta (2015), "The global trade slowdown. Cyclical or structural?", *Policy Research Working Paper* No. 7158, World Bank.

(23) Gawande K., Hoekman B. and Cui Y. (2015), "Global Supply Chains and Trade Policy Responses to the 2008 Financial Crisis", *World Bank Economic Review* 29(1), pp. 102-28.

Ces dernières années, le nombre de nouvelles mesures commerciales restrictives adoptées par les membres de l'OMC est resté stable et légèrement inférieur au nombre de nouvelles mesures de facilitation des échanges (cf. Graphique 5)²⁴. En outre, les mesures restrictives adoptées par les pays du G20 en 2012 couvraient une faible part des importations mondiales (1,3 %) soit un volume comparable à la part couverte par les nouvelles mesures facilitatrices (1 %)²⁵. Il est cependant difficile de recenser et d'évaluer la portée de mesures restrictives plus subtiles que de simples barrières tarifaires, comme par exemple des mesures de soutien à la production locale via le système de taxation.

Graphique 5 : nombre de mesures pour le commerce prises par les membres de l'OMC (moyenne mensuelle, hors mesures correctives commerciales)

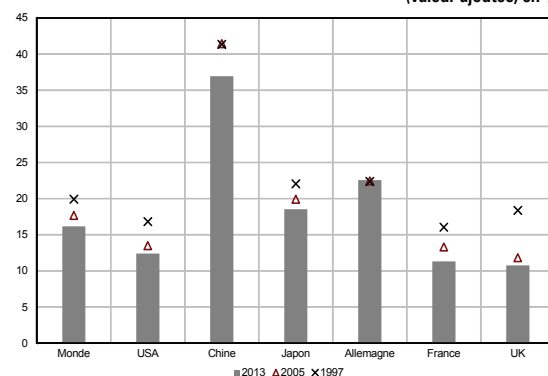


Source : Secrétariat de l'OMC, rapport annuel couvrant la période mi-oct 2014 à mi-oct 2015.

2.3 Une baisse structurelle du poids de l'industrie dans le PIB

Le poids du secteur des services dans le PIB tend à augmenter depuis plusieurs années au détriment de l'industrie (cf. Graphique 6), à l'exception de l'Allemagne dont la part de l'industrie manufacturière dans son PIB est stable depuis 15 ans. La baisse du poids de l'industrie dans l'économie contribue à la faiblesse de l'élasticité du commerce au PIB dans la mesure où la production industrielle a un contenu en intrants importés relativement plus important que celui des services.

Graphique 6 : évolution de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB (valeur ajoutée, en %)



Source : Banque Mondiale.

Encadré 2 : Commerce et évolution des coûts du transport

Le coût moyen du transport des marchandises s'inscrit selon plusieurs auteurs dans une tendance à la baisse depuis 1980, même si cette analyse est contestée^a. La tendance à la baisse des coûts du transport au sens large (c'est-à-dire y compris la réduction du temps de transport), s'expliquerait notamment par des progrès technologiques. L'évolution du prix des hydrocarbures et les cycles de production de bateaux de transport lourd affectent les coûts de transport de manière cyclique.

La tendance à la baisse des coûts aurait été interrompue entre 2010 et 2013, peut-être en raison de la hausse du prix du pétrole sur cette période. Escaith et Miroudot (2015)^b suggèrent que cela a pu peser négativement sur l'élasticité du commerce au PIB sur la période.

Depuis 2014, certains indicateurs des coûts de transport sont orientés à la baisse. Plus récemment, le Baltic Dry Index (qui reflète le coût du fret maritime), a fortement chuté (cf. Graphique 7). Cette chute est parfois interprétée comme un indicateur avancé de faiblesse du commerce, mais le lien entre les deux n'est pas significatif sur le passé^c. En effet, la baisse de l'indice semble surtout refléter la chute des prix du pétrole et un excès d'offre de bateaux de transport lourd dû à des prévisions de croissance du commerce mondial trop optimistes par le passé.

Graphique 7 : indice du coût du fret maritime (Baltic Dry Index)



Source : Baltic Exchange - DataInsight (calculs DG Trésor).

a. Daudin G. (2013), "La logistique de la mondialisation", OFCE.

b. Escaith H. et Miroudot S. (2015), "World trade and income remain exposed to gravity".

c. Éclairage (2009), "Le Baltic Dry Index n'est pas un indicateur avancé fiable du commerce mondial", Insee, Note de conjoncture.

(24) Les mesures restrictives adoptées par le G20 se stabilisent mais la suppression des mesures protectionnistes a ralenti.

(25) Rapport 2014 de suivi du commerce mondial, OMC.

3. Le ralentissement du commerce est également provoqué par des facteurs de nature plus conjoncturelle

3.1 Un recul cyclique de l'investissement

La faiblesse de l'investissement productif depuis la crise pourrait être un facteur d'explication du faible dynamisme du commerce mondial depuis 2009. La forte cyclicité de l'investissement aux performances économiques contribuerait ainsi aux mauvaises performances du commerce en période de récession. Ollivaud et Schwellnus (2015) soutiennent l'idée d'un rebond du commerce mondial avec la reprise de l'investissement. Selon eux, l'investissement rapporté au PIB a été exceptionnellement faible dans le monde depuis la crise, en particulier lorsqu'on exclut la Chine qui a réalisé d'importantes dépenses d'investissement en infrastructures pauvres en produits importés.

Cette relative faiblesse de l'investissement pourrait toutefois s'inscrire dans une tendance de long terme²⁶, favorisée en particulier par une croissance mondiale de plus en plus intensive en consommation. Cette évolution est particulièrement marquée en Chine, où un rééquilibrage économique vers la consommation et surtout les services²⁷ est en train de s'opérer. La baisse du poids de l'investissement dans l'économie mondiale contribuerait alors à la faiblesse de l'élasticité commerce-PIB, l'investissement étant plus intensif en intrants importés que la consommation²⁸.

3.2 Le durcissement des conditions de financement du commerce en période de crise

Dans de nombreux pays de l'OCDE, des difficultés d'accès aux financements commerciaux (crédits commerciaux et garanties à l'exportation) sont intervenues pendant la crise financière de 2008-2009, avant de se résorber progressivement durant les années qui ont suivies. Ces difficultés ont touché principalement les petites et moyennes entreprises, qui ont moins d'options alternatives de financement que les grandes entreprises. Au niveau macroéconomique, la contribution de ce facteur au ralentissement du commerce mondial semble toutefois limitée²⁹.

3.3 La faible croissance en zone euro au cours de ces dernières années

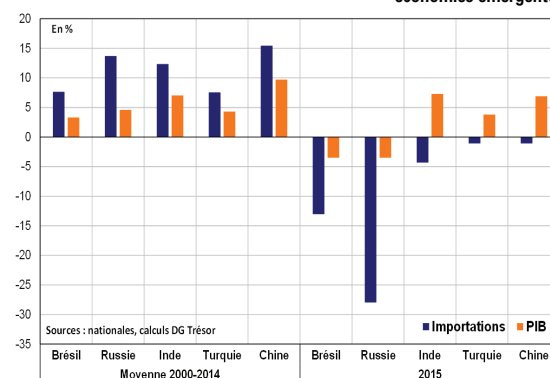
La reprise a mis du temps à se matérialiser en zone euro après la récession de 2009 : la forte hausse du chômage et la consolidation budgétaire à la suite de la crise de la dette souveraine ont pesé sur la consommation, tandis que les faibles perspectives de débouchés et l'incertitude accrue ont affaibli l'investissement. Entre 2011 et 2013, l'activité de la zone euro a crû de +0,2 % par an en moyenne et les importations de la

zone euro de +1,4 %, contre respectivement +2,0 % et +5,3 % entre 2000 et 2008³⁰. Le ralentissement de l'activité en zone euro a davantage pesé sur le commerce international que sur l'activité mondiale du fait de la forte intensité de la zone euro en commerce et de son élasticité PIB-commerce structurellement élevée du fait de la fragmentation des chaînes de production en Europe. **Le ralentissement de l'activité et des importations en zone euro a donc mécaniquement pesé sur l'élasticité mondiale du commerce au PIB.**

3.4 Des éléments spécifiques aux principales économies émergentes

Le recul des importations en volume dans les grands pays émergents en 2015 a été très important au regard des chiffres de croissance du PIB (cf. Graphique 8). Au Brésil et en Russie, la contraction des importations est très supérieure à celle du PIB. En Chine, en Inde et en Turquie, les importations reculent en volume malgré une croissance du PIB qui reste dynamique.

Graphique 8 : croissance des importations et du PIB dans les principales économies émergentes



Sources nationales et calculs DG Trésor.

La baisse du prix des matières premières peut rendre plus difficile l'estimation des importations en volume, en particulier dans les pays émergents. En 2015, les fortes chutes des prix des matières premières (dont le poids est important dans les importations des émergents, avec par exemple en Inde des importations de produits pétroliers qui représentent 37 % du total des importations en 2014) ont accru la difficulté d'estimer l'évolution du prix des importations et ainsi des volumes importés. Certains instituts statistiques, comme par exemple l'institut chinois, ne publient d'ailleurs pas les volumes d'importation dans le cadre des comptes nationaux³¹.

(26) Wolff M. (2013), "Why the future looks sluggish", in *Financial Times*, 19 novembre. Selon l'auteur, l'investissement était dans une tendance baissière avant la crise mondiale, en particulier en raison du déclin du prix relatif des biens d'investissement.

(27) Albert M., Jude C. et Rebillard C. (2015), "Rééquilibrage et croissance potentielle en Chine", *Lettre Trésor-éco* n°155.

(28) Cette idée n'est pas totalement partagée par Constantinescu et al. (2015) selon qui le commerce mondial serait autant sensible à l'investissement qu'à la consommation à long terme.

(29) Boz E., Bussière M. et Marsilli C. (2015), "Recent slowdown in global trade: Cyclical or structural?", (cf. B. Hoekman, précité, chapitre 3).

(30) Source : FMI, *WEO* d'octobre 2015.

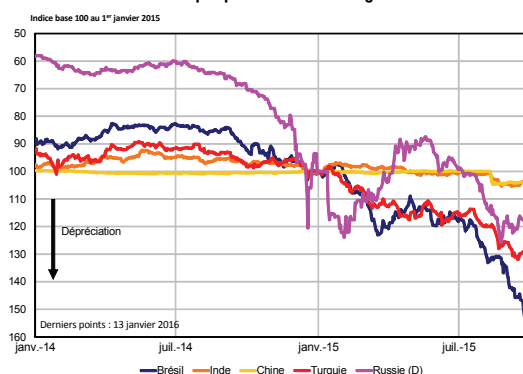
(31) Les douanes chinoises (General Administration of Customs) publient cependant un indice mensuel du prix des importations.

Au-delà du ralentissement économique, certains facteurs spécifiques ont pu peser sur les importations dans les principales économies émergentes.

Au Brésil, la forte dépréciation du réal (−32 % sur l'année 2015 vis-à-vis du dollar, cf. Graphique 9) s'est traduite par une perte de pouvoir d'achat et une substitution de produits locaux aux importations. La Russie a également subi une forte dépréciation du change et est sujette à des sanctions internationales dont les conséquences sur le commerce extérieur sont amplifiées par les contre-sanctions adoptées en réponse. En Inde, les importations d'or, qui représente le second poste d'importation après le pétrole, sont contraintes depuis 2013 par des barrières douanières qui ont toutefois été en partie levées fin 2014. Enfin, la Chine est actuellement confrontée à d'importants déséquilibres accumulés par le passé (endettement, surcapacités industrielles et immobilières) qui pèsent particulièrement sur l'investissement,

plus intensif en importations que la consommation privée.

Graphique 9 : taux de change bilatéral face à l'USD



Sources nationales.

4. Quelles perspectives pour le commerce mondial ?

D'ici 2017, le commerce mondial devrait accélérer, mais rester relativement peu dynamique. Les facteurs structurels de ralentissement évoqués précédemment continueraient de peser sur l'élasticité du commerce au PIB, qui resterait proche de l'unité à court-moyen terme.

Une amélioration du contexte conjoncturel pourrait contribuer à un rebond modéré du commerce dans les années à venir, en particulier dans les économies émergentes. En Russie, une éventuelle levée des sanctions internationales et des contre-sanctions permettrait un redémarrage des échanges internationaux. Au Brésil, une stabilisation du réal et une sortie progressive de la crise politique pourraient contribuer au redressement des importations. En Chine, les mesures de soutien mises en place par les autorités et les grands projets d'investissement en infrastructure contribueraient à une accélération des importations malgré la poursuite anticipée du ralentissement économique. Un plus grand dynamisme de l'investissement pourrait engendrer une

croissance économique plus intensive en importations, et un retour progressif vers une élasticité proche de l'unité.

Dans les économies avancées, l'élasticité du commerce au PIB devrait se maintenir à un niveau relativement élevé à l'horizon 2017 (proche de 2 en 2017), dans le sillage de celle de la zone euro, où l'élasticité pourrait retrouver son niveau pré-crise à horizon de prévision en lien notamment avec le redressement de l'investissement privé.

Si le commerce ne peut pas croître indéfiniment plus rapidement que l'activité³², le commerce mondial peut encore bénéficier de gains substantiels à moyen terme : un fractionnement supplémentaire des chaînes de valeur est probable notamment dans le secteur des services par exemple ou en lien avec le renforcement de la participation de certaines zones (Afrique par exemple) dans les chaînes de valeur mondiales. De plus, les accords commerciaux régionaux en cours de négociation (TTIP) ou de ratification (TPP) devraient aussi soutenir la croissance du commerce³³ dans les années 2020-2030.

Laetitia FRANÇOIS, Julien LECUMBERRY, Linah SHIMI

(32) Une grande majorité des modèles théoriques du commerce international se basent sur une élasticité du commerce au PIB proche de 1 à long-terme.

(33) *Global Economic Prospect* de janvier 2016, "Potential Macroeconomic Implications of the Trans-Pacific Partnership".

Éditeur :

Ministère des Finances
et des Comptes publics
et Ministère de l'Économie
de l'Industrie et du Numérique

Direction générale du Trésor
139, rue de Bercy
75575 Paris CEDEX 12

Directeur de la Publication :

Michel Houdebine

Rédacteur en chef :

Jean-Philippe Vincent
(01 44 87 18 51)
tresor-eco@dgtresor.gouv.fr

Mise en page :

Maryse Dos Santos
ISSN 1777-8050
eISSN 2417-9620

Derniers numéros parus**Mars 2016**

n°165. Formation initiale et continue : quels enjeux pour une économie fondée sur la connaissance ?

Jonas Anne-Braun, Killian Lemoine, Emmanuel Saillard, Patrick Taillepied

n°164. L'Afrique aura-t-elle besoin d'une nouvelle initiative « Pays Pauvres Très Endettés » ?
Anaïs Le Gouguec

n°163. Vers un meilleur pilotage de l'orientation budgétaire de la zone euro ?
Antonin Aviat, Sébastien Diot, Sabrina El Kasmi, Nicolas Jégou

n°162. Les énergies renouvelables : quels enjeux de politique publique ?
Laure Grazi, Arthur Souletie

n°161. Les nouvelles règles pour les prêts d'aide publique au développement : quels enjeux ?
Léonardo Pupperto

Janvier 2016

n°160. 30 ans de modernisation du dialogue social en France
Marine Cheuvreux

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-eco>

Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.